

4/4 ARRETE DE MISE A DISPOSITION

DE M./Mme

GRADE

Le Maire / le Président de

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriale et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la convention de mise à disposition passée entre (*collectivité d'origine*) et (*organisme d'accueil*), annexée au présent arrêté,

Considérant que l'organe délibérant de (*collectivité d'origine*) a été préalablement informé de la mise à disposition de M./Mme (*nom, prénom*),

Considérant que M./Mme (*nom, prénom*) a pris connaissance de la convention et a donné son accord pour sa mise à disposition par courrier en date du .../.../...,

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du .../.../..., M./Mme (*nom, prénom, grade*) est mis(e) à disposition totale (ou partielle à raison de heures hebdomadaires) auprès de (*organisme d'accueil*), pour une durée de (*durée maximale de trois ans, renouvelable par périodes n'excédant pas trois ans*),

Article 2 : M./Mme percevra la rémunération correspondant à son grade, versée par (*collectivité d'origine*),

Article 3 : A l'issue de la mise à disposition, l'intéressé(e) sera réaffecté(e) dans les fonctions qu'il / elle exerçait ou dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper.

Article 4 : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

_notifié(e) à l'intéressé(e),

_transmis, accompagné de la convention au Représentant de l'Etat (*uniquement pour les mises à disposition auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, d'un Etat étranger ou d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs*).

Ampliation adressée au :

_Président du Centre de Gestion,

_Comptable de la Collectivité

Fait à le .../.../...,

Le Maire / Le Président

(*nom, prénom, qualité et signature*)

Le Maire / Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Il informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la présence notification.

Notifié le .../.../... .

Signature de l'agent